

De la réunification allemande à la nouvelle scission de l'Europe

Réflexions au sujet de l'ouvrage de Willy Wimmer, *Les actes de Moscou*.

Stephan Eisenhut

Lorsqu'en 1989, la possibilité se présenta de parvenir à la réunification des deux États allemands, pour de nombreux hommes politiques allemands, s'y associait également la tâche morale d'instaurer une relation nouvelle et de paix avec les États de l'ancien bloc de l'Est, y compris avec l'Union soviétique. La configuration de la « Maison commune Europe », dont parlait Mikhaïl Gorbatchev, devint donc une affaire qui leur tenait à cœur. À l'occasion, on était conscients que l'Union soviétique ne devait en aucun cas être traitée comme perdante de la Guerre froide, mais au contraire, que le nouvel ordre des relations européennes pour ce pays, qui avait connu tant de souffrances, dans la seconde Guerre mondiale de la part de l'Allemagne, devait être possible sans perte de considération. On voulait, en particulier, stabiliser ceci au plan économique, ce qui était considérée comme une base cardinale en vue d'une collaboration dans la paix. Mais il arriva autre chose que ce qui était espéré. La Russie passe aujourd'hui, dans l'opinion publique, comme un pays générateur de troubles suite à l'annexion de la Crimée, en opposition au droit des peuples, et parce qu'il mène dans le Donbass, une guerre cachée contre l'Ukraine et pourrait aussi à tout moment reconquérir les États baltes. Son président, Vladimir Poutine, passe pour un homme politique ayant recours à la force, qui regrette la ruine de l'Union soviétique et voudrait redonner à la Russie son ancienne position de puissance mondiale.

Willy Wimmer – ancien secrétaire d'état parlementaire au ministère fédéral allemand de la défense et, par la suite, vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe] – développe dans ses souvenirs politiques¹ à présent publiés, une autre vision des choses. Il comprend la politique de Poutine comme une réaction à l'encontre de la politique menée par l'Ouest, en particulier par les USA, lesquels, au plus tard à partir de 1991, auraient pris la haute main et n'auraient aucun intérêt à ce qu'entre l'UE – et avant tout, plus précisément l'Allemagne – et la Russie, puissent naître des relations économiques trop étroites, et par conséquent les USA auraient donc veillé à ce qu'une nouvelle image « d'ennemie » soit créée de toute pièce pour la Russie. Wimmer intitule son ouvrage, pour cette raison, « *Les actes de Moscou* ». Car la Russie peut faire ce qu'elle veut, c'est égal, cela sera toujours jugé négativement et classé comme des manigances imaginaires de la part de Moscou et tout un chacun, qui veuille esquisser une autre image de la situation des choses, se retrouvera exclu dans ce qu'on appelle les médias dominants et dans la politique. À l'intérieur de son parti, la CDU, Willy Wimmer passe aussi, entre temps pour un trouble-fête.² Déjà vers la fin de son mandat, comme député fédéral (1976-2009), la direction du parti ne le laissait plus parler en réunion plénière, à cause de sa façon de comprendre la guerre du Kosovo. Ce catholique convaincu ressentait de plus sa position en accord parfait avec celle du saint siège. Qu'au sein de l'Union démocratique Chrétienne, l'opinion du Pape n'eut plus aucune signification au moment où un large spectre de la population n'écoutait plus, ce fut pour lui le signe de la dégénérescence de son parti, qui s'était accomplie ces 25 dernières années. Étant donné que la confiance de la population à l'égard des médias dominants décroît fortement à l'heure qu'il est, Willy Wimmer se sert toujours plus des médias alternatifs, pour préciser du canal de *YouTube* de Ken Jebsen³ et de l'émetteur étranger *RT Deutsch*⁴.

Pour des gens qui ne sont pas prêts à s'immerger dans des positions qu'ils ne défendent pas eux-mêmes, tout en essayant de les comprendre, il se voit estampillé comme un « théoricien de la conjuration bienveillante à l'égard de la Russie ». En cela ses souvenirs politiques sont foncièrement un important document d'histoire contemporaine, car ils fournissent – étant donné que Wimmer, entre 1988 et 1992, fut en contact direct avec les porteurs de décisions importants de la politique mondiale – un discernement intéressant sur les coulisses, conflits et motivations, du gouvernement Kohl, pendant la réunification. Ils éclairent, en outre, quelques pirouettes remarquables exécutées par la politique américaine vis-à-vis du gouvernement fédéral de l'époque.

¹ Willy Wimmer : *Les actes de Moscou*, Hör-Grenz-hausen 2016.

² Willy Wimmer ne se trouve pas seul avec son opinion dans la CDU, comme l'indiquent les signatures de proéminents politiciens de la CDU qui ont signé un appel empiétant largement sur les partis — initié par l'ancien conseiller du chancelier Horst Teltschik — « *De nouveau la guerre en Europe ? Pas en notre nom !* » voir : <http://www.zeit.de/politik/2014-12/auf-ruf-russland-dialog>. Il ne se comporte plus désormais en diplomate.

³ Voir : <http://www.youtube.com/watch?v=Cqeb8Jb1Rk>

⁴ Voir : [https://deutsch.rt.com/inland/39802-willy-wimmer-attackiert-bundesregierung-/](https://deutsch.rt.com/inland/39802-willy-wimmer-attackiert-bundesregierung/)

La réunification planifiée

Jusqu'en 1989, une image de l'Union soviétique était esquissée dans l'opinion publique occidentale qui éveillait l'impression que cet État était prêt à exploiter la moindre faiblesse de l'Ouest, pour placer l'Europe de l'Ouest sous sa domination. Un armement atomique massif était justifié pour cela. Combien Wimmer dut être étonné d'apprendre, au cours d'une visite, au début de l'été 1988, du « groupe de travail de défense » de la fraction CDU/CSU du *Bundestag* au quartier général de la CIA à Langley, que l'Union soviétique, depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, avait suivi des principes purement défensifs. : « La stratégie du Pacte de Varsovie suivie jusque-là n'avait été finalement qu'une réaction de défense aux agressions de Napoléon et d'Hitler, et tout cela n'avait absolument rien à faire avec un agression. »⁵ Pourtant l'exercice de l'OTAN *wintex/cimex*, au début de l'année 1989, s'était encore réalisé sous l'hypothèse que le Pacte de Varsovie envahirait l'Ouest de l'Europe avec des troupes conventionnelles et que, pour cette raison, on devait réagir du côté de l'Ouest par une première frappe atomique. Wimmer, qui occupait, lors de cet exercice, la fonction d'un « ministre de la défense en exercice », était censé donner son assentiment à un plan de l'état major de l'OTAN, lors duquel Postdam et Dresde avait été désignées comme cibles de la frappe nucléaire de défense. Comme il ne pouvait apporter aucune compréhension au fait que des officiers allemands pussent avoir recommandé, sans réfléchir, deux grandes villes allemandes comme cibles atomiques, il refusa tout net de donner son consentement et en informa le chancelier fédéral. Celui-ci fit interrompre cette partie de l'exercice.⁶ Chez les Américains, il ne sembla pas qu'on prît en mauvaise part un tel comportement.⁷ Au contraire, sa force de caractère le recommanda bien plus pour les tâches difficiles de la réunification imminente de l'Allemagne.

Depuis pas mal de temps en effet, cette réunification ne venait pas d'une manière aussi surprenante qu'elle semblait dans la présentation qui en était faite à l'opinion publique. Des dirigeants politiques russes savaient très bien que les États du Pacte de Varsovie, avec la *perestroïka* introduite par Mikhaïl Gorbatchev en 1986, aspiraient à beaucoup plus d'autonomie et qu'avec cela, la RDA aussi n'était plus à maintenir comme un état-satellite dépendant de Moscou. ⁸ En même temps, la collaboration de l'Union soviétique avec les USA était déjà essentiellement plus étroite en 1988, qu'on le laissait filtrer à l'extérieur. Après sa rencontre au quartier générale de la CIA, Wimmer apprit, lors d'une visite qui s'ensuivit à la Maison blanche, que les Américains US travaillaient avec les Soviétiques à une Constitution soviétique plus conforme à l'époque, qui devait renfermer les droits civils correspondants au niveau international, y compris la liberté de parole et de croyance.⁹ Les puissances mondiales planifiaient donc depuis longtemps l'époque d'après la Guerre froide. Une réunification prochaine des deux États allemands se trouvait donc à l'ordre du jour, bien avant que le personnel dirigeant en sût quelque chose. La question c'était seulement de savoir comment la transposer. Que les dirigeants de la RDA ne voulaient rien en savoir, c'était clair d'avance. Pourtant, il était tout aussi clair que ces dirigeants, pouvaient être mis sous une pression – par un peuple de plus en plus mécontent – telle que sans le soutien du gouvernement soviétique¹⁰, ils ne tinsent pas le coup.

Bien entendu, il n'était pas exclu que des forces s'imposeraient aussi bien dans la République fédérale qu'aussi dans République démocratique allemandes, qui tablaient sur une lente adaptation de l'économie de la RDA et avec cela, sur le concept de deux États allemands travaillant étroitement ensemble. Wimmer et Kohl le savaient volontairement, au contraire d'un cercle autour du secrétaire général d'alors, Heiner Geißler, qui ne voulait rien en savoir.¹¹ Mais aussi Lothar de Maizière, le premier président du conseil démocratiquement élu de la RDA et son ministre de l'armement et de la défense, Reiner Eppelmann, ne se pressaient pas pour la réunification. Avec de nombreux citoyens de la RDA, ils défendaient la conception d'une évolution intra-allemande en s'en remettant uniquement à leur propre engagement. Ils ne pouvaient pas soupçonner, que dès juin 1989, et donc

⁵ Wimmer : *Les actes de Moscou*, p.12 et p.145.

⁶ À l'endroit cité précédemment, p.119.

⁷ À l'endroit cité précédemment, p.124.

⁸ Wimmer cite ici une évaluation personnelle tirée d'un discours, qu'il avait tenu à Monchengladbach en septembre 1989. Il y mentionne des annonces que lui avaient été faites par des politiciens et scientifiques russes dès 1987 à Moscou. Du fait qu'en 1989, il éprouva comment ces annonces se transposèrent, il en conclut que cette évolution, avait été programmée depuis longtemps du côté soviétique et Gorbatchev ne se trouvait pas seul dans sa politique. Voir aussi : À l'endroit cité précédemment, p.147.

⁹ À l'endroit cité précédemment, p.145.

¹⁰ À l'endroit cité précédemment, p.132. Au paragraphe 153 Wimmer demande même si l'évolution ne pourrait pas être dirigée par des informations civiles et militaires.

¹¹ À l'endroit cité précédemment, p.133 & p.169.

plusieurs mois avant les manifestation du lundi, des arrangements au sujet de l'avenir de l'Allemagne, avaient eu lieu entre Kohl et Gorbatchev.¹² Aussi bien les USA, que l'Union soviétique, comptaient donc sur le gouvernement Kohl pour le projet imminent de réunification. L'Union soviétique pouvait avoir confiance en un partenaire loyal, alors que, manifestement, les USA spéculaient sur l'intégrité morale du gouvernement Kohl, lors des négociations avec les Soviets, qui « ouvrirait » largement la porte ouvrant sur une évolution nouvelle à l'Est.

Pierres de construction pour une Europe en paix

Parler d'une « intégralité morale » du gouvernement Kohl provoquera probablement des froncements de sourcils chez certains observateurs. Kohl fut un tacticien du pouvoir qui ne s'y prenait pas très précisément dans le respect de la loi – comme dans l'affaire de l'argent au noir –, lorsque cela servait ses objectifs. Pourtant son gouvernement représentait une valeur sur laquelle les stratèges américains pouvaient miser dans cette phase-là. La valeur centrale en question, c'était celle de créer¹³ une Europe où les pays travailleraient ensemble en paix et en bonne intelligence sur la base de l'idée de l'économie sociale de marché qui était censée développer une forme d'économie moralement supérieure au capitalisme occidental. Michel Albert, l'inventeur du terme de « capitalisme rhénan » et admirateur de la politique de Kohl, a exposé cette idée dans son ouvrage, paru en 1991, *Capitalisme contre capitalisme* ; À l'arrière-plan de cette idée se trouve aussi une image catholique du monde, à laquelle Wimmer se sentait parfaitement associé. Sa rencontre avec le pape Jean-Paul II, qu'il raconte à la fin de son ouvrage, apparaît donc comme une culmination personnelle de son effort pour œuvrer à un équilibre entre L'Ouest et l'Est. La possibilité de pouvoir agir de concert à la réunification des deux Allemagnes et avec cela en les associant à la « Maison commune Europe » fut, conformément à cela, la grande chance de sa vie. Sa tâche concrète, de réunir deux armées jusqu'à présent ennemies (*Nationale VolksArmee* et *Bundeswehr*) et de veiller à un retrait de l'armée soviétique hors de l'Allemagne de l'Est, sans qu'elle perde la face, il put en effet la résoudre avec bravoure parce qu'il comptait toujours sur les relations humaines et jamais sur les idéologies. À l'occasion, il apprit à connaître et à apprécier de hauts représentants militaires américains et soviétiques comme l'ancien général, chef d'état-major des forces militaires soviétiques, Sergèï F. Achromief et le général, chef d'état-major au pentagone, l'amiral William J. Crowe, par leur côté humain. Il savait par expérience que ce sont d'abord les idéologies qui fondent des systèmes dans lesquels ensuite des êtres humains se trouvent encastrés. De tels systèmes en font aussi des ennemis, qui au plan personnel ne nourrissent absolument aucunes mauvaises intentions.

Réorientation stratégique nouvelle des USA

Ces temps-là d'un accord étroit, rempli de confiance entre Washington et Bonn n'allaient être, il est vrai, que de courte durée. Wimmer rapporte la manière dont, déjà pendant la conférence sur l'armement de Vienne de 1991, un diplomate américain lui déclara que les USA, à présent, suivraient leur propre chemin. En 1989 déjà, les USA avaient annoncé que leurs diplomates « star », Paul Nitze et Fred Ikle, s'occuperaient de la manière dont se développerait le monde après la Guerre froide en menant diverses études complexes pour pouvoir, sur cette base, développer des stratégies convenables. Au partenaire allemand on accorda il est vrai, de jeter un coup d'œil sur deux seulement de ces probablement dix études complexes qui furent réalisées alors, ce que Wimmer n'estima pas du tout comme une preuve de confiance.¹⁴ En vérité, le meurtre non expliqué du porte parole de la direction de la *Deutsche Bank*, Alfred Herrhausen, deux semaines après la chute du Mur, eût pu déjà lui donner à réfléchir. Helmut Kohl se vit ainsi privé, non seulement d'un partenaire de discussion extrêmement compétent sur les questions économiques imminentes à traiter, mais Herr Hausen lui-même, travaillait aux idées d'un développement économique de l'Est européen, qu'il eût pu transposer, avec le potentiel, à l'époque^(a) très bien placé, de la *Deutsche Bank*.

Pourtant cela n'était exactement pas dans les intérêts de l'unique superpuissance US, comme Wimmer devait en faire l'expérience concrète dans sa longue pratique politique.

Naturellement il mentionne aussi la déclaration du chef de la *STRATFOR*, George Friedman, de l'année 2015, que « depuis la fondation de l'empire allemand en l'an 1871^(b), le but de la politique américaine avait été de faire

¹² À l'endroit cité précédemment, p.191.

¹³ À l'endroit cité précédemment, p.208.

¹⁴ À l'endroit cité précédemment, p.13.

échouer toute collaboration prospère et de bon voisinage entre la Russie et l'Allemagne »¹⁵. Après 1989, une Europe, dominée par l'Allemagne et la France, menaçait de se développer, qui aspirait à une collaboration économique avec la Russie et allait donc devenir une rivale croissante à prendre au sérieux. Le géostratège Zbigniew Brzezinski en exposait – dans son ouvrage, paru en 1997, *The Grand Chessboard*, – la primauté américaine et son impératif géostratégique à savoir que les USA devaient empêcher l'avènement d'une puissance dominant le continent eurasiatique, s'ils voulaient conserver leur suprématie. Il s'appuyait à l'occasion sur la théorie de la région-cœur [*Herzlandtheorie*], développée par le géographe britannique Halford Mackinder, que celui-ci récapitulait dans une sentence célèbre : « Celui qui règne sur l'Europe de l'Est, domine la région-cœur. Celui qui règne sur la région-cœur, domine l'île du monde. Celui qui règne sur l'île du monde, domine le monde. »¹⁶ Wimmer rapporte comment, à la fin de 1992, Frank Elbe, à l'époque un familier et proche de Hans Dietrich-Genscher, exposa, dans un grand quotidien allemand, des réflexions qu'il considérait comme constituant le « testament politique » du ministre des affaires étrangères sur le départ. Les relations à venir entre Washington et Bruxelles devaient être déterminées selon le principe « de la même hauteur du regard ». Pour cela la politique transatlantique commune serait désormais placée sur un autre fondement de politique économique et de sécurité. Le fait que Elbe fut, dans la même soirée, démis de ses fonctions de conseiller, par le nouveau ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, révéla combien celle-ci était peu souhaitée.¹⁷

Le 15 mars 1991, le traité des deux-plus-quatre, ou selon le cas, le traité du règlement conclusif relativement à l'Allemagne, entra en vigueur, lequel avait été ratifié à Moscou le 12 septembre 1990 – et donc quelques jours avant la réunification, le 3 octobre 1990 –. Ce traité, considéré comme un Chef-d'œuvre de diplomatie, menait à la restauration de l'Unité allemande, et comme précisé dans l'article 7.2, à la ré-acquisition de la pleine souveraineté de l'Allemagne sur ses affaires intérieures et extérieures. La question la plus scabreuse, lors de la négociation de ce traité, ce fut de savoir comment la Russie pouvait consentir à retirer ses troupes de l'Est de l'Allemagne, sans se sentir perdante, dans l'hypothèse où l'Allemagne restât dans l'OTAN. Selon Wimmer, cela ne fut possible que parce qu'il y eut – pour le moins parmi les politiciens allemands – le consensus général que l'OTAN ne dût point s'étendre à l'avenir plus loin vers l'Est. Le ministre des affaires étrangères, Genscher, et de nombreux politiciens SPD, portaient même provisoirement du principe qu'une réunification allemande n'eût été seulement possible que si l'on renonçait à l'adhésion à l'OTAN.

Wimmer, par contre, voyait l'adhésion à l'OTAN comme indispensable, mais il voulait exclure du traité que sur l'ancien territoire de la RDA, des troupes de l'OTAN fussent autorisées à stationner. L'Union soviétique accepta finalement le ferlage de l'Allemagne réunifiée à l'OTAN, parce qu'on put distinctement montrer que ceci était dans son propre intérêt.¹⁸ D'un autre côté, on dut clairement faire savoir à l'Union soviétique que l'Ouest ne tirerait aucun avantage de cette évolution, mais avant tout qu'il n'y aurait aucune extension de l'OTAN vers l'Est. Wimmer insiste sur le fait que cette position de négociation du gouvernement fédéral avait été élaborée de manière déterminante par son collaborateur, Walter Breil, et lui-même, au sein du ministère de la défense. Elle se trouvait alors dans la ligne politique générale à laquelle le président George W. Bush avait encore nettement fait allusion, en mai 1989, que « les Soviétiques devaient savoir que notre objectif ne consiste pas à saper leurs intérêts de sécurité légitimes ».¹⁹

Sitôt la mise en vigueur du traité s'enclenchèrent des évolutions, qui firent de cette position une véritable farce. À l'Est, Mikhaïl Gorbatchev, en août 1991, fut factuellement destitué par Boris Eltsine, ce qui mena à l'effondrement de l'Union soviétique. Dès le 21 septembre 1990, et donc peu avant la ratification du traité deux-plus-quatre à Moscou, George H. W. Bush [le père ! *ndt*] avait parlé, en relation avec la première guerre d'Irak, d'un « nouvel ordre mondial ».²⁰ En mars 1992, Gerhard Stoltenberg, fut démis de ses fonctions de ministre de la défense et remplacé par Volker Rühe. Willy Wimmer fut aussi contraint de renoncer à sa fonction de secrétaire d'état parlementaire ; Désormais un autre vent soufflait : « Washington cherchait à atteindre la suprématie de

¹⁵ À l'endroit cité précédemment, p.31.

¹⁶ Zbigniew Brzezinski : *La seule et unique puissance mondiale — la stratégie de la suprématie américaine*, Francfort-sur-le-Main, 1999, p.63.

¹⁷ Wimmer : *Les actes de Moscou*, p.161. En juin 2015, Elbe a présenté dans une interview ses manières de voir le conflit Est-Ouest actuel qui sont très semblables à celles de Wimmer : voir : <http://www.derwesten.de/ikz/ikz-start/notschafter-a-d-frank-elbe-die-amerikaner-lieben-europa-nicht-id10830599.html>

¹⁸ À l'endroit cité précédemment, p.158.

¹⁹ Cité d'après Horst Teltschik : *Pour un ordre de paix européen*, conférence du 9/05/2016, <http://www.das-blaettchen.de/2016/06/fuer-eine-europaeische-fredensordnung-36038.html>

l'OTAN au moyen de l'élargissement de celui-ci vers l'Est jusqu'à la frontière russe. »²⁰ « L'atlantiste » Rühle, comme nouveau ministre de la défense, transposait « au doigt et à l'œil » les idées américaines. L'Europe de l'Est fut soumise à une thérapie néolibérale de choc et tomba progressivement sous influence américaine. Parallèlement à cela, les Européens édifiaient plus largement un ordre de paix européen sur la base de l'économie sociale de marché. Du côté américain, on fit comprendre à Wimmer que l'on considérait cela aussi comme une sorte de communisme.²¹

Ordre de paix européen

Malgré cela, les Européens recherchèrent d'autres bases pour créer une Europe en paix. Dès novembre 1990, fut signée une « Charte pour un nouvelle Europe » à Paris, par 35 États et chefs de gouvernement des états de la KSZE [CSCE - Conférence pour la Sécurité et la Collaboration en Europe], dont l'objectif déclaré était un « ordre européen commun de paix et de sécurité », lequel était censé s'étendre de Vladivostok à Vancouver.²² La création de l'Union européenne par les traités de Maastricht de 1992, avec l'Union monétaire incluse, fut toujours considérée précisément du côté catholique comme un élément central d'un ordre de paix en Europe. Il est vrai que tant d'impulsions et d'objectifs politiques affluaient dans ce projet, en provenance de différentes courants spirituels, que le résultat n'en satisfit réellement personne. Pourtant Wimmer croit qu'avec le référendum britannique du 23 juin 2016, lors duquel les électeurs refusèrent un maintien dans l'UE, qu'un « coup décisif a ainsi été porté à l'encontre de l'ordre européen de la paix ». ²³ Avec cela, la Grande Bretagne en est revenue à son rôle « qui lui avait été défini – depuis le Congrès de Vienne de 1813-14 – à savoir, d'imposer ses intérêts sur le continent, y compris par des guerres, contre la volonté de paix des États européens continentaux. »²⁴

À partir de son expérience concrète, Wimmer incline à des jugements unilatéraux sur la politique anglaise et américaine. L'observation est certes pertinente que leurs politiques, dans le passé, ont sans cesse créé des conditions conscientes qui menèrent à des guerres censées servir les intérêts anglais ou américains. Pourtant parler d'une « volonté de paix de la part des États européens », c'est déjà un peu naïf, si l'on jette un coup d'œil sur l'histoire européenne. Dans le temps qui précéda la première Guerre mondiale, on ne peut certes pas parler d'une volonté de paix française ou russe, ni tout aussi peu de celle de l'empire allemand. Car l'impérialisme économique national qu'avait développé alors l'Allemagne, créa en définitive les raisons pour que les peuples européens en vinrent à s'affronter à long terme. L'endormissement de sa mission spirituelle accompagna et permit un renforcement des forces nationalistes de droite.^(d)

Assurément, Wimmer est d'avis que ce n'est qu'après la seconde Guerre mondiale que l'on tenta d'unir les peuples européens de manière telle qu'ils ne puissent plus s'affronter dans des guerres – quand bien même avec la formation des institutions de la Communauté européenne, tout n'aille pas de manière optimale. La sortie de l'Angleterre, selon Wimmer, dénonce le consensus de fond qu'avec un tel projet, il s'agissait de la libération des peuples. On devrait ensuite nonobstant parler, plutôt d'une « idée de paix des peuples européens ». La question serait : Pourquoi cette idée ne put pas être enflammée par le vouloir, mais est restée dans un certain sens, une illusion ?

C'est un problème de fond des Européens qui consiste à vouloir résoudre tous les problèmes au plan politique. Il s'agit ici pourtant d'une manière primaire, de problèmes spirituels, qui doivent aussi être spirituellement résolus. En reliant ainsi les nations purement et simplement au moyen d'institutions politiques, on ne désamorce pas réellement les oppositions réelles existantes entre elles. Les conflits ressurgissent ensuite purement et simplement à un plus haut niveau, en rendant seulement alors leurs causes réelles encore moins visibles.

Un coin enfoncé entre l'Allemagne et la Russie

Si les USA avaient laissé faire les Européens, un puissant block politique et économique eût pris naissance qui se serait étendu jusque l'Oural^(e) et même au-delà. Les USA devaient donc s'effaroucher que celui-ci – un block vraisemblablement rapidement de nouveau dominé par l'Allemagne – qu'à la longue ils eussent été loin de valoir. Par conséquent, ils ont tout entrepris pour maintenir l'UE et la Russie séparées. Wimmer voit en cela parfaitement clair. Ainsi en mai 2000, il avait participé lui-même à Bratislava, à une conférence organisée par le

²⁰ Wimmer : *Les actes de Moscou*, p.85.

²¹ À l'endroit cité précédemment, p.48

²² Cet eurocentrisme quelque peu abusif provient de Horst Teltschik (voir la note 15).

²³ Wimmer : *Les actes de Moscou*, p.18.

²⁴ À l'endroit cité précédemment, p.19.

ministre américain des affaires étrangères, principalement à l'intention des chefs de gouvernement ainsi que des ministres des affaires étrangères de l'Est et du centre européens, lors de laquelle il fut clairement expliqué du côté américain, qu'un « groupe d'États s'étendant de la Mer baltique à la Mer noire, en travers du continent, dût être séparé de ses voisins ouest-européens, dans les intérêts américains. »²⁵ Wimmer voit bien aussi que le conflit ukrainien sert uniquement à séparer la Russie de l'Europe de l'Ouest. Mais il ne s'interroge pas sur la raison pour laquelle les USA parviennent toujours à exploiter à leur propre profit les intérêts divers des États européens d'une manière telle qu'à la fin, ceux-ci décident de choses qui contredisent leurs propres intérêts – jusqu'à en arriver à ce qu'en 1999, par exemple, les États européens ont participé à une guerre dans sa conception « contraire aux droits des peuples yougoslaves » mise en scène par les USA.

Le géostratège américain déjà mentionné, George Friedman, indique, dans une entrevue récemment parue, une bonne raison à cela, à savoir que pour les USA, l'UE n'est principalement pas une réalité ! « Les États Unis ne peuvent essentiellement pas être un allié de l'UE, parce que celle-ci ne poursuit pas de politique étrangère ni non plus de politique de défense. Pas même une politique économique commune. Les USA ont en revanche des relations hors de pair avec des États isolés. [...] Lorsque les Américains regardent vers l'Europe, ce n'est pas pour un pays, mais plutôt pour un paysage. Et lorsqu'il s'agit de politique, nos partenaires de négociations ne siègent pas à Bruxelles, mais chez les États membres isolés. »²⁶ Et dans la même entrevue, il corrobore une fois encore ce dont il s'agit, selon lui, en Europe, d'après la politique américaine : « Naturellement les USA ne veulent pas enfoncer un coin entre l'Allemagne et la Russie. C'est nonobstant un fait banal de connaissance, que les Etats-Unis eussent un problème si la technologie allemande et les matières premières russes en venaient à se rencontrer. »²⁷

Comment l'Europe devient-elle une réalité ?

Si l'Europe veut être prise au sérieux par les USA et l'Angleterre, alors elle doit aussi veiller à devenir une réalité à prendre au sérieux. Mais pour cela, les Européens doivent apprendre à séparer nettement la vie spirituelle de la vie juridique. Car la vie de l'esprit ne peut féconder efficacement la vie juridique que si elle ne se fait pas valoir de manière autoritaire elle-même en tant qu'intérêts particuliers à l'intérieur des institutions de la vie juridique. Or cela se passe de manière permanente dans les institutions de l'UE. Si une conscience se renforçait pour l'importance d'une libre vie de l'esprit et si l'on œuvrait sérieusement à sa réalisation, alors elle ne serait certes pas une grande puissance politique, mais toutefois une puissance spirituelle et morale devant laquelle ni les USA, ni la Russie, ne pourraient passer devant. Les États européens n'eussent plus besoin alors de se soumettre sans cesse à des normes juridiques unilatérales, qui ne sont plus adaptées aux données concrètes du lieu et subissent pour cette raison des crocs en jambe permanents, mais au contraire le droit pourrait alors se différencier en conformité avec la sensibilité juridique des êtres humains qui vivent dans les différentes régions. Les désillusions sur la politique des USA ont provoqué le fait que Willy Wimmer s'est orienté de plus en plus vers la Russie. Cela est compréhensible dans la mesure où il y a rencontré des partenaires au dialogue, dont la volonté de paix et d'entamer une collaboration courtoise, lui apparut essentiellement plus sérieuse que chez ses anciens amis des USA. Pourtant la politique russe, en particulier celle de Vladimir Poutine, est aussi déterminée par une étroite collusion entre vie de l'esprit et vie juridique. Poutine a tenu, le 25 septembre 2001 au *Bundestag*, un discours en allemand qui a fait de l'effet, lors duquel il insista sur l'association des vies spirituelles allemande et russe. Mais il a fait cela en tant que politicien. Il voulait utiliser cette association spirituelle au profit des avantages politique et économique d'une collaboration à atteindre dans ces domaines. Avec toute la compréhension pour les intérêts et angoisses de la politique russe en matière de sécurité intérieure qui doivent nécessairement prendre naissance – alors que l'OTAN en arrive à se positionner sur les lignes de front où se trouvait jadis la *Wehrmacht* – on ne peut pas ne pas voir que Poutine a créé un système de gouvernement autocrate, qui opprimerait toute impulsion spirituelle pouvant mettre en danger son pouvoir. Pourtant aux USA non plus les choses n'apparaissent pas meilleures. Lorsque Jimmy Carter, le 39^{ème} président des Etats-Unis lui-même, en considération d'une décision de la Cour suprême – qui légitimait dorénavant des dons en argent illimités dans la politique au nom d'une expression de la libre opinion – constate, que les USA se sont transformés en une « oligarchie avec une corruptibilité politique sans limite », cela ne montre que trop nettement combien ce pays est déterminé par des intérêts spirituels particuliers qui ont envahi et pris possession du

²⁵ À l'endroit cité précédemment, pp.126 et suiv.

²⁶ George Friedman : *Je tournerais le dos à l'Europe* dans *CICERO* 9/2016, pp.73 et suiv.

²⁷ À l'endroit cité précédemment, p.76.

système juridique. Et même le catholicisme mène, lorsqu'il veut devenir efficace en politique, toujours et encore à une mauvaise collusion ou amalgame entre impulsions spirituelles et pouvoirs politiques. Rudolf Steiner tenta de montrer comment, sur la base d'un travail cognitif individuel, une vie spirituelle peut être développée, dans laquelle l'esprit réel est agissant. Cette vie de l'esprit se caractérise du fait qu'elle n'empiète pas sur la vie juridique, mais se fie à ce que les impulsions qui émanent de celle-ci rencontrent des besoins du cœur, qui obtiennent de leur côté que toutes résolutions devant être prises en démocratie, le soient de manière à être conformes à la vie. Réussit-on à ce que, pour le moins dans quelques-uns des États européens, se développe une réelle et indépendante vie spirituelle libre, alors la base en serait posée pour une configuration politique toute nouvelle permettant une authentique communication entre l'Est et l'Ouest.

Die Drei, 10/2016.

(Traduction Daniel Kmiciek)

Notes du traducteur (qui n'engagent bien entendu que lui !):

(a) Allusion à l'état financier de la **Deutsche Bank** d'aujourd'hui, qui est résumé dans un article récent du **Canard Enchaîné**, — désolé de le référer ici, mais pratiquement personne n'en parle en France ! — : voir le numéro **5006**, du 5 octobre 2016 en page 3. En gros, il est rapporté entre autre ceci : « (...) Alors que la banque allemande se trouve au bord du gouffre, les responsables de la catastrophe coulent des jours heureux. Josef Ackermann, pédégé de la **Deutsche Bank** entre 2006 et 2014, a ainsi perçu 64,5 millions d'€ de rémunérations fixe et variable sur l'ensemble de son mandat. (...) Anshuman Jain et Jürgen Fitschen, tous deux propulsés membres du directoire de la banque en 2009, avant d'en être nommés co-directeurs, se sont également bien rempli les poches : respectivement 50,3 millions et 29,2 millions d'€ jusqu'à leur départ en juillet 2015. À eux trois, ces larrons totalisent la somme folle de 144 millions d'€ pour huit ans d'exercice. Si l'on additionne les émoluments de l'ensemble des membres du directoire, on grimpe à 318 millions d'€ ! À côté, nos banquiers français, pourtant si décriés, font figure de petits joueurs (...) » (fin de citation du **Canard enchaîné** du 5/10/2016 en page 3.). *ndt*

(b) Et en plus, dans la **galerie des glaces du château de Versailles** ! *ndt*

(c) Quelques temps plus tard, vers 1994-1997, des articles retentissants, entre autres de Amnon Reuveni, Franz Carlgren et Terryn M. Boardman, avaient déjà informé le monde anthroposophique de cette évolution. Ces articles parurent dans la revue **Das Goetheanum**, de la Société Anthroposophique Générale, à Dornach (Suisse). Une lettre de Arthur Zajonc, à l'époque secrétaire générale de la S.A. Américaine, se plaignant de ces « révélations » qui le plaçaient « en difficulté vis-à-vis des autorités politiques américaines », avait incité le président de la SAG de l'époque, Manfred Schmidt-Brabant à réagir ; celui-ci, en tant qu'éditeur « responsable » de l'hebdomadaire, décida aussitôt la mise à pied de Amnon Reuveni, ce qui entraîna, par solidarité, la démission de la totalité d'une équipe rédactionnelle extraordinaire (dirigée par Martin Barkhoff) par ces qualités journalistiques et jamais égalée depuis. Évidemment les lecteurs protestèrent (300 lettres quand même) mais en vain ! Quant à Manfred Schmidt, il se contenta d'invoquer le fameux *Schimpfströmung* pour expliquer la réaction des lecteurs ... *ndt*

(d) Il faut classiquement ici rappeler la phrase de Schiller « *Il n'est pas de la mission du peuple allemand de vaincre par l'épée...* » qui pourrait même se compléter actuellement par « *ni par l'économie non plus, d'ailleurs...* même si c'est tant mieux ! et surtout le jugement pertinent et terrible de Nietzsche sur « *l'extirpation de l'esprit allemand par l'empire allemand* ». Il faut rappeler ces paroles prononcées par ces deux grands esprits de l'idéalisme allemand, plutôt que de se laisser imprudemment aller à célébrer, le centième anniversaire de la mort du **criminel de Guerre** Helmuth von Moltke. En la matière, il vaut mieux se fier aux textes de Markus Osterrieder, car leur précision reflète bien l'ambiguïté de tous ces personnages Prussiens sur lequel s'est fondé malheureusement le *Reich* allemand. *ndt*

(e) C'était effectivement la conception originariaire du Général De Gaulle, à savoir une Europe de « l'Atlantique à l'Oural » fondée tout d'abord, à l'origine, sur une sérieuse réconciliation franco-allemande absolument nécessaire. C'est sur cette démarche que dès l'été 1963, accompagné de 9 petits français et 10 petites françaises, nous franchissions le rideau de fer, étions somptueusement accueillis par la municipalité de Eisleben (qui venait d'avoir fêté ses mille ans 960-1960 !), jumelée avec ma commune communiste de Raimes, ici dans le Nord, avant d'aller séjourner un mois dans le Thuringe à Lauscha avec des jeunes allemandes et allemands de la RDA qui nous ont choyé « comme des coqs (et poules, donc) en pâte ». *ndt*